

Second Session, Thirty-ninth Parliament,
56-57 Elizabeth II, 2007-2008

Deuxième session, trente-neuvième législature,
56-57 Elizabeth II, 2007-2008

STATUTES OF CANADA 2008

LOIS DU CANADA (2008)

CHAPTER 15

CHAPITRE 15

An Act to amend the Canada Labour Code, the Canada Student
Financial Assistance Act, the Canada Student Loans Act
and the Public Service Employment Act

Loi modifiant le Code canadien du travail, la Loi fédérale sur
l'aide financière aux étudiants, la Loi fédérale sur les prêts
aux étudiants et la Loi sur l'emploi dans la fonction
publique

ASSENTED TO

17th APRIL, 2008

BILL C-40

SANCTIONNÉE

LE 17 AVRIL 2008

PROJET DE LOI C-40

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to amend the Canada Labour Code, the Canada Student Financial Assistance Act, the Canada Student Loans Act and the Public Service Employment Act*”.

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Labour Code* to provide for an entitlement to a leave of absence from employment for members of the reserve force who take part in certain military activities and operations in Canada and abroad and to prohibit employers from discriminating against employees on the basis that they are members of the reserve force.

It also amends the *Canada Student Financial Assistance Act* and the *Canada Student Loans Act* to authorize the Governor in Council to make regulations exempting members of the reserve force from the payment of interest on their loans or deferring the payment of principal or interest on those loans. It also amends those Acts to provide for provinces to be compensated for any loss of interest.

It also amends the *Public Service Employment Act* to provide federal public service employees who are members of the reserve force with the right to return to their position at the end of a leave of absence that they take in order to take part in an operation or activity referred to in the *Canada Labour Code*.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant le Code canadien du travail, la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants et la Loi sur l'emploi dans la fonction publique* ».

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code canadien du travail* pour conférer au membre de la force de réserve le droit de prendre un congé de son emploi afin de prendre part à des opérations ou activités militaires au pays ou à l'étranger. De plus, il interdit à l'employeur de faire à l'égard d'un employé des distinctions fondées sur son appartenance à la force de réserve.

Le texte modifie la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* afin d'autoriser le gouverneur en conseil à prendre des règlements pour exempter les membres de la force de réserve du paiement des intérêts de leur prêt ou différer le paiement du principal et des intérêts de ce prêt et de prévoir l'indemnisation des provinces pour les intérêts perdus.

Le texte modifie la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* pour accorder aux fonctionnaires fédéraux qui sont membres de la force de réserve le droit d'être réintégrés dans leur poste à la fin du congé qu'ils ont pris afin de prendre part à une opération ou une activité visées au *Code canadien du travail*.

CHAPTER 15

CHAPITRE 15

An Act to amend the Canada Labour Code, the Canada Student Financial Assistance Act, the Canada Student Loans Act and the Public Service Employment Act

Loi modifiant le Code canadien du travail, la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants et la Loi sur l'emploi dans la fonction publique

[Assented to 17th April, 2008]

[Sanctionnée le 17 avril 2008]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. L-2

CANADA LABOUR CODE

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

L.R., ch. L-2

1. The *Canada Labour Code* is amended by adding the following after section 247.4:

1. Le *Code canadien du travail* est modifié par adjonction, après l'article 247.4, de ce qui suit :

DIVISION XV.2

SECTION XV.2

LEAVE OF ABSENCE FOR MEMBERS OF THE RESERVE FORCE

CONGÉ POUR LES MEMBRES DE LA FORCE DE RÉSERVE

Entitlement to leave

247.5 (1) An employee who is a member of the reserve force and has completed six consecutive months of continuous employment with an employer — or a shorter period that is prescribed for a class of employees to which the employee belongs — is entitled to a leave of absence from employment to take part in the following operations or activities:

247.5 (1) L'employé qui est membre de la force de réserve et qui travaille pour un employeur sans interruption depuis au moins six mois ou toute période plus courte prévue par règlement pour une catégorie d'employés à laquelle il appartient a droit à un congé afin :

Droit à un congé

(a) an operation in Canada or abroad — including preparation, training, rest or travel from or to the employee's residence — that is designated by the Minister of National Defence;

a) de prendre part à une opération au Canada ou à l'étranger — y compris la préparation, l'entraînement, le repos et le déplacement à partir du lieu de sa résidence ou vers ce lieu — désignée par le ministre de la Défense nationale;

(b) an activity set out in the regulations;

b) de prendre part à une activité réglementaire;

(c) annual training for the prescribed period or, if no period is prescribed, for a period of up to 15 days;

(d) training that they are ordered to take under paragraph 33(2)(a) of the *National Defence Act*;

(e) duties that they are called out on service to perform under paragraph 33(2)(b) of the *National Defence Act*;

(f) service in aid of a civil power for which they are called out under section 275 of the *National Defence Act*; or

(g) treatment, recovery or rehabilitation in respect of a physical or mental health problem that results from service in an operation or activity referred to in this subsection.

c) de prendre part à l'entraînement annuel durant la période prévue par règlement ou, à défaut, durant une période d'au plus quinze jours;

d) de recevoir l'instruction à laquelle il est astreint en application de l'alinéa 33(2)a) de la *Loi sur la défense nationale*;

e) de se soumettre à l'obligation de service légitime en application de l'alinéa 33(2)b) de la *Loi sur la défense nationale*;

f) de se soumettre à l'obligation de prêter main-forte au pouvoir civil en application de l'article 275 de la *Loi sur la défense nationale*;

g) de suivre des traitements ou un programme de réadaptation ou se rétablir relativement à un problème de santé physique ou mentale qui découle de l'accomplissement de son service dans le cadre des opérations ou des activités réglementaires ou autres visées au présent paragraphe.

Designation and delegation

(2) The Minister of National Defence may, in consultation with the Minister, designate an operation for the purposes of paragraph (1)(a) and may authorize another person to do so.

(2) Le ministre de la Défense nationale peut, en consultation avec le ministre, désigner une opération pour l'application de l'alinéa (1)a) ou autoriser toute autre personne à le faire.

Désignation d'opération

Effect

(3) A designation takes effect on the day on which it is made or on an earlier or later day that is fixed by the Minister of National Defence or the other person. The Minister of National Defence or the other person may fix the day on which the designation ceases to be in effect.

(3) La désignation prend effet à la date où elle est faite ou à la date antérieure ou postérieure que le ministre de la Défense nationale ou l'autre personne précise. Le ministre de la Défense nationale ou l'autre personne peut prévoir sa date de cessation d'effet.

Effet

Exception

(4) Despite subsection (1), an employee is not entitled to a leave of absence under this Division if, in the opinion of the Minister, it would adversely affect public health or safety or would cause undue hardship to the employer if the employee, as an individual or as a member of a class of employees, were to take leave.

(4) Par dérogation au paragraphe (1), l'employé n'a pas droit au congé si le ministre est d'avis que le fait pour l'employé, à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie d'employés, de prendre congé causerait un préjudice injustifié à l'employeur ou aurait des conséquences néfastes pour la santé ou la sécurité publiques.

Exception

Notice to employer

247.6 (1) An employee who takes a leave of absence under this Division shall

(a) unless there is a valid reason for not doing so, give at least four weeks' notice to the employer before the day on which the leave is to begin; and

247.6 (1) L'employé qui prend un congé en vertu de la présente section :

a) donne à son employeur un préavis d'au moins quatre semaines, sauf motif valable;

b) informe celui-ci de la durée du congé.

Préavis à l'employeur

	(b) inform the employer of the length of the leave.		
If there is a valid reason	(2) If there is a valid reason for not providing notice in accordance with paragraph (1)(a), the employee shall notify the employer as soon as practicable that the employee is taking a leave of absence.	(2) S'il existe un motif valable pour lequel il ne peut donner un préavis conformément à l'alinéa (1)a), l'employé est tenu d'aviser son employeur dans les meilleurs délais qu'il prend un congé.	Exception — motif valable
Change in length of leave	(3) Unless there is a valid reason for not doing so, an employee who takes a leave of absence under this Division shall notify the employer of any change in the length of the leave at least four weeks before (a) the new day on which the leave is to end, if the employee is taking a shorter leave; or (b) the day that was most recently indicated for the leave to end, if the employee is taking a longer leave.	(3) Sauf motif valable, l'employé avise son employeur de toute modification de la durée de ce congé au moins quatre semaines, selon le cas : a) avant la nouvelle date de la fin du congé, s'il en abrège la durée; b) avant la date de la fin du congé indiquée en dernier lieu, s'il en prolonge la durée.	Modification de la durée du congé
In writing	(4) Unless there is a valid reason for not doing so, any notice or other information to be provided by the employee to the employer under this section is to be in writing.	(4) Sauf motif valable, l'employé communique par écrit tout préavis, avis ou renseignement à communiquer à l'employeur au titre du présent article.	Avis écrit
Request for proof	247.7 (1) Subject to subsection (2), if the employer requests proof that a leave of absence is taken under this Division, the employee shall provide the employer with the prescribed document, if any, or with a document that is approved by the Chief of the Defence Staff who was appointed under subsection 18(1) of the <i>National Defence Act</i> .	247.7 (1) Sur demande de l'employeur, l'employé lui fournit le document réglementaire — ou, à défaut, tout document approuvé par le chef d'état-major de la défense nommé en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la défense nationale</i> — confirmant qu'il prend un congé en vertu de la présente section.	Preuve du congé
No prescribed or approved document	(2) If no document is prescribed, or approved by the Chief of the Defence Staff, the employee shall, on request, provide the employer with a document from the employee's commanding officer specifying that the employee is taking part in an operation or activity referred to in paragraphs 247.5(1)(a) to (g).	(2) À défaut de document réglementaire ou de document approuvé par le chef d'état-major de la défense, l'employé fournit, sur demande, à l'employeur un document de son commandant portant qu'il prend part à une opération ou à une activité visées aux alinéas 247.5(1)a) à g).	Document du commandant
Timing	(3) Unless there is a valid reason for not doing so, the employee shall provide the document referred to in subsection (1) or (2) within three weeks after the day on which the leave begins.	(3) Sauf motif valable, le document visé aux paragraphes (1) ou (2) est fourni dans les trois semaines suivant la date où commence le congé.	Délai
Return to work postponed	247.8 (1) If the employee does not notify the employer at least four weeks before the day on which the leave that is taken under this Division is to end, the employer may postpone the employee's return to work for a period of up to	247.8 (1) Faute par l'employé de fournir un préavis d'au moins quatre semaines de la date à laquelle le congé qu'il a pris en vertu de la présente section prend fin, l'employeur peut retarder le retour au travail de l'employé pour	Report de la date de retour au travail

four weeks after the day on which the employee informs the employer of the end date of the leave. If the employer informs the employee that their return to work is postponed, the employee is not entitled to return to work until the day that is indicated by the employer.	une période d'au plus quatre semaines à compter du moment où celui-ci l'informe de la date de la fin du congé. Le cas échéant, l'employeur en avise l'employé et celui-ci ne peut retourner au travail avant la date fixée.	
Subsection (1) does not apply	(2) Subsection (1) does not apply if the employee notifies the employer in accordance with paragraph 247.6(1)(b) before the leave begins and if the length of the leave is not changed after the leave begins.	Exception
Deemed part of leave	(3) The period of postponement referred to in subsection (1) is deemed to be part of the leave.	Présomption
Annual vacation	247.9 Despite any term or condition of employment, an employee may postpone their annual vacation until after the day on which a leave of absence that is taken under this Division ends.	Report de congés annuels
Continuous employment — benefits	247.91 (1) For the purposes of calculating the benefits of an employee who takes a leave of absence under this Division, employment on the employee's return to work is deemed to be continuous with their employment before the leave.	Continuité d'emploi
Seniority	(2) The seniority of an employee who takes a leave of absence under this Division shall accumulate during the leave.	Ancienneté
Application of section 189	247.92 Section 189 applies for the purposes of this Division.	Application de l'art. 189
Resumption of employment in same position	247.93 (1) At the end of a leave of absence that is taken under this Division, the employer shall reinstate the employee in the position that the employee occupied on the day before the day on which the leave begins.	Reprise de l'emploi
Comparable position	(2) If for a valid reason an employer is not able to reinstate the employee in that position, they shall reinstate the employee in a comparable position with the same wages and benefits and in the same location.	Poste comparable
Not able to perform work	247.94 Subject to the regulations, if an employee is not able to perform the functions of the position that they occupy before the leave begins — or those of a comparable position, with the same wages and benefits and in the	Poste différent
	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si l'employé informe son employeur conformément à l'alinéa 247.6(1)b) avant le début de son congé et que la durée du congé n'est pas modifiée après le jour où il a commencé.	
	(3) La période visée au paragraphe (1) qui précède la date de retour au travail est réputée faire partie du congé.	
	247.9 Malgré toute condition d'emploi, l'employé peut reporter ses congés annuels jusqu'à la fin du congé pris en vertu de la présente section.	
	247.91 (1) Pour le calcul des avantages de l'employé en situation de congé sous le régime de la présente section, la durée de l'emploi est réputée ne pas avoir été interrompue, la période de congé n'étant toutefois pas prise en compte.	
	(2) Les périodes pendant lesquelles l'employé se trouve être en congé sous le régime de la présente section sont prises en compte pour la détermination de l'ancienneté.	
	247.92 L'article 189 s'applique dans le cadre de la présente section.	
	247.93 (1) L'employeur est tenu de réintégrer l'employé dans son poste antérieur à la fin du congé pris en vertu de la présente section.	
	(2) Faute — pour un motif valable — de pouvoir réintégrer l'employé dans son poste antérieur, l'employeur lui fournit un poste comparable, au même endroit, au même salaire et avec les mêmes avantages.	
	247.94 Sous réserve des règlements, l'employeur peut affecter à un poste différent, comportant des conditions d'emploi différentes,	

	<p>same location — the employer may assign them to a position with different terms or conditions of employment.</p>	<p>l'employé qui n'est pas en mesure de remplir les fonctions liées au poste antérieur ou au poste comparable visés à l'article 247.93.</p>	
<p>Wages or benefits affected by reorganization</p>	<p>247.95 (1) If, during a leave of absence that is taken under this Division, the wages or benefits of the group of employees of which an employee is a member are changed as part of a plan to reorganize the industrial establishment in which that group is employed, the employee is entitled, on reinstatement under this section, to receive the wages and benefits in respect of that employment that that employee would have been entitled to receive had that employee been working when the reorganization took place.</p>	<p>247.95 (1) Si, pendant la période du congé qu'il prend en vertu de la présente section, le salaire et les avantages du groupe dont il fait partie sont modifiés dans le cadre de la réorganisation de l'établissement où ce groupe travaille, l'employé, à sa reprise du travail, a droit au salaire et aux avantages afférents à l'emploi qu'il réoccupe comme s'il avait travaillé au moment de la réorganisation.</p>	<p>Modifications consécutives à une réorganisation</p>
<p>Notice of change in wages or benefits</p>	<p>(2) The employer of an employee who is on leave and whose wages or benefits would be changed as a result of the reorganization shall, as soon as practicable, send a notice to the employee at their last known address.</p>	<p>(2) Dans le cas visé au paragraphe (1), l'employeur avise l'employé en congé de la modification du salaire et des avantages de son poste; dans les meilleurs délais, il lui envoie un avis à cet effet à sa dernière adresse connue.</p>	<p>Avis de modification</p>
<p>Prohibition — employee</p>	<p>247.96 (1) No employer may dismiss, suspend, lay off, demote or discipline an employee because they are a member of the reserve force or intend to take or have taken a leave of absence under this Division or take into account the fact that an employee is a member of the reserve force or intends to take or has taken a leave of absence under this Division in a decision to promote or train them.</p>	<p>247.96 (1) L'employeur ne peut invoquer le fait que l'employé est membre de la force de réserve pour le congédier, le suspendre, le mettre à pied, le rétrograder ou prendre des mesures disciplinaires contre lui, ni en tenir compte dans ses décisions en matière d'avancement ou de formation. Cette interdiction vaut également dans le cas de l'employé qui a l'intention de prendre ou qui a pris un congé en vertu de la présente section.</p>	<p>Interdiction : employé actuel</p>
<p>Prohibition — future employee</p>	<p>(2) No person may refuse to employ a person because they are a member of the reserve force.</p>	<p>(2) Il est interdit de refuser d'employer une personne parce qu'elle est membre de la force de réserve.</p>	<p>Autre interdiction : employé futur</p>
<p>Regulations</p>	<p>247.97 The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes of this Division and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations</p> <p>(a) specifying the absences that are deemed not to interrupt continuity of employment for the purpose of subsection 247.5(1);</p> <p>(b) specifying what constitutes or does not constitute an operation for the purposes of paragraph 247.5(1)(a);</p> <p>(c) setting out the activities for the purposes of paragraph 247.5(1)(b);</p> <p>(d) defining "annual training" for the purposes of paragraph 247.5(1)(c);</p>	<p>247.97 Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements nécessaires à l'application de la présente section, notamment pour :</p> <p>a) préciser les cas d'absence qui n'ont pas pour effet d'interrompre le service chez un employeur pour l'application du paragraphe 247.5(1);</p> <p>b) préciser ce qui constitue ou non une opération pour l'application de l'alinéa 247.5(1)a);</p> <p>c) prévoir des activités pour l'application de l'alinéa 247.5(1)b);</p> <p>d) définir le terme « entraînement annuel » pour l'application de l'alinéa 247.5(1)c);</p>	<p>Règlements</p>

- (e) limiting the duration of the treatment, recovery or rehabilitation referred to in paragraph 247.5(1)(g) or setting out the terms or conditions for the application of that paragraph;
- (f) specifying what constitutes or does not constitute undue hardship for the purposes of subsection 247.5(4);
- (g) specifying what constitutes or does not constitute a valid reason for the purposes of subsection 247.6(1), (2), (3) or (4), 247.7(3) or 247.93(2);
- (h) specifying the circumstances in which section 247.7, subsection 247.8(1), section 247.9 or subsection 247.91(2) do not apply;
- (i) specifying the circumstances in which an employer may not assign an employee to a position with different terms or conditions of employment for the purposes of section 247.94;
- (j) prescribing the maximum duration of a leave of absence that may be taken under this Division;
- (k) specifying the maximum number of leaves of absence — or the maximum duration of leave — that may be taken under this Division within a given period;
- (l) prescribing the classes of employees that are not entitled to a leave of absence under this Division if the Governor in Council is satisfied that the fact of taking leave would cause unreasonable consequences; and
- (m) prescribing the circumstances in which classes of employees are not entitled to a leave of absence under this Division.

- e) limiter la durée des traitements, de la réadaptation ou du rétablissement visés à l'alinéa 247.5(1)g) ou prévoir les conditions d'application de cet alinéa;
- f) préciser ce qui constitue ou non un préjudice injustifié pour l'application du paragraphe 247.5(4);
- g) préciser ce qui constitue ou non un motif valable pour l'application des paragraphes 247.6(1), (2), (3) ou (4), 247.7(3) ou 247.93(2);
- h) préciser les cas où l'article 247.7, le paragraphe 247.8(1), l'article 247.9 ou le paragraphe 247.91(2) ne s'appliquent pas;
- i) préciser les cas où l'employeur ne peut s'autoriser de l'article 247.94 pour affecter l'employé à un poste différent, comportant des conditions d'emploi différentes;
- j) préciser la durée maximale d'un congé pris en vertu de la présente section;
- k) préciser le nombre et la durée maximale des congés qui peuvent être pris au titre de la présente section à l'intérieur d'une période donnée;
- l) prévoir les catégories d'employés qui ne peuvent se prévaloir du droit au congé prévu par la présente section, s'il est convaincu que l'exercice de ce droit par les employés de celles-ci aurait des conséquences déraisonnables;
- m) prévoir les circonstances dans lesquelles des catégories d'employés ne peuvent se prévaloir du droit au congé prévu par la présente section.

1994, c. 28

**CANADA STUDENT FINANCIAL
ASSISTANCE ACT**

2. The *Canada Student Financial Assistance Act* is amended by adding the following after section 8:

9. (1) The Minister may enter into an agreement with a lender respecting the payment of interest — or a province respecting the payment of interest on provincial student loans

Agreement to
pay interest

**LOI FÉDÉRALE SUR L'AIDE
FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

2. La *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* est modifiée par adjonction, après l'article 8, de ce qui suit :

9. (1) Le ministre peut conclure avec tout prêteur un accord régissant le paiement des intérêts — ou avec toute province un accord régissant le paiement des intérêts sur les prêts

1994, ch. 28

Accords

— by borrowers who are referred to in a regulation that is made under paragraph 15(k) or (k.2).

Payment on behalf of reservist

(2) If there is no agreement, the Minister may pay the interest on behalf of those borrowers.

Personal information

9.1 Personal information as defined in section 3 of the *Privacy Act* — that is under the control of a government institution as defined in that section — shall, on request, be made available to the Minister for the purposes of a regulation that is made under paragraph 15(k), (k.1), (k.2) or (k.3).

3. Section 15 of the Act is amended by adding the following after paragraph (j):

(k) respecting the circumstances in which no interest is payable by members of the reserve force in respect of their student loans;

(k.1) respecting the circumstances in which no fees may be charged to members of the reserve force on their student loans;

(k.2) respecting the circumstances in which no amount on account of principal or interest is required to be paid by members of the reserve force in respect of their student loans;

(k.3) respecting the payment of interest under subsection 9(2);

R.S. c. S-23

CANADA STUDENT LOANS ACT

4. The *Canada Student Loans Act* is amended by adding the following after section 5:

Agreement to pay interest

5.1 (1) The Minister may enter into an agreement with a lender respecting the payment of interest — or a province respecting the payment of interest on provincial student loans — by borrowers who are referred to in a regulation that is made under paragraph 17(s.1) or (s.2).

Payment on behalf of reservist

(2) If there is no agreement, the Minister may pay the interest on behalf of those borrowers.

d'études provinciaux — par les emprunteurs visés par les règlements pris en vertu des alinéas 15k) ou k.2).

(2) À défaut d'accord, le ministre peut payer les intérêts au nom des emprunteurs.

Paiement par le ministre

9.1 Pour l'application de tout règlement pris en vertu des alinéas 15k), k.1), k.2) ou k.3), le ministre a droit, sur demande, d'avoir accès aux renseignements personnels, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, relevant d'une institution fédérale, au sens de l'article 3 de cette loi.

Accès du ministre aux renseignements

3. L'article 15 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :

k) régir les circonstances dans lesquelles les prêts d'études ne portent pas intérêt pour les membres de la force de réserve;

k.1) régir les circonstances dans lesquelles il ne peut y avoir de frais afférents aux prêts d'études des membres de la force de réserve;

k.2) régir les circonstances dans lesquelles le paiement du principal ou des intérêts des prêts d'études consentis aux membres de la force de réserve peuvent être différés;

k.3) régir le paiement des intérêts prévu au paragraphe 9(2);

L.R., ch. S-23

LOI FÉDÉRALE SUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

4. La *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

Accords

5.1 (1) Le ministre peut conclure avec tout prêteur un accord régissant le paiement des intérêts — ou avec toute province un accord régissant le paiement des intérêts sur les prêts d'études provinciaux — par les emprunteurs visés par les règlements pris en vertu des alinéas 17s.1) ou s.2).

(2) À défaut d'accord, le ministre peut payer les intérêts au nom des emprunteurs.

Paiement par le ministre

Personal
information

5.2 Personal information as defined in section 3 of the *Privacy Act* — that is under the control of a government institution as defined in that section — shall, on request, be made available to the Minister for the purposes of a regulation that is made under paragraph 17(*s.1*), (*s.2*) or (*s.3*).

5. Section 17 of the Act is amended by adding the following after paragraph (s):

(*s.1*) respecting the circumstances in which no interest is payable by members of the reserve force in respect of their guaranteed student loans;

(*s.2*) respecting the circumstances in which no amount on account of principal or interest is required to be paid by members of the reserve force in respect of their guaranteed student loans;

(*s.3*) respecting the payment of interest under subsection 5.1(2);

5.2 Pour l'application de tout règlement pris en vertu des alinéas 17*s.1*), *s.2*) ou *s.3*), le ministre a droit, sur demande, d'avoir accès aux renseignements personnels, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, relevant d'une institution fédérale, au sens de l'article 3 de cette loi.

5. L'article 17 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa s), de ce qui suit :

s.1) régir les circonstances dans lesquelles les prêts garantis ne portent pas intérêt pour les membres de la force de réserve;

s.2) régir les circonstances dans lesquelles le paiement du principal ou des intérêts des prêts garantis consentis aux membres de la force de réserve peuvent être différés;

s.3) régir le paiement des intérêts prévu au paragraphe 5.1(2);

Accès du
ministre aux
renseignements2003, c. 22,
ss. 12 and 13

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

6. The *Public Service Employment Act* is amended by adding the following after section 41:

41.1 (1) At the end of a leave of absence from employment that is taken by an employee who is a member of the reserve force in order to take part in an operation or activity referred to in paragraphs 247.5(1)(*a*) to (*f*) of the *Canada Labour Code*, the deputy head shall reinstate the employee in the position that the employee occupied on the day before the day on which the leave begins.

(2) Despite subsection (1), if a deputy head is not able to reinstate the employee in that position by reason of a workforce adjustment, the workforce adjustment measures that are established by the employer or the measures that are set out in agreements relating to workforce adjustment apply.

Resumption of
employmentWorkforce
adjustment

**LOI SUR L'EMPLOI DANS LA
FONCTION PUBLIQUE**

6. La *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* est modifiée par adjonction, après l'article 41, de ce qui suit :

41.1 (1) L'administrateur général est tenu de réintégrer dans son poste antérieur le fonctionnaire qui est membre de la force de réserve à la fin du congé qu'il a pris afin de prendre part à une opération ou à une activité visées aux alinéas 247.5(1)*a*) à *f*) du *Code canadien du travail*.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'administrateur général se conforme aux mesures de restructuration des effectifs prises par l'employeur ou celles figurant dans les accords sur le réaménagement des effectifs, s'il ne peut réintégrer le fonctionnaire dans son poste antérieur en raison d'une restructuration des effectifs.

2003, ch. 22,
art. 12 et 13Reprise de
l'emploi

Exception

COMING INTO FORCE**ENTRÉE EN VIGUEUR**

Order in council

7. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Décret

7. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>